



Val de Drôme
en Biovallée

Arrêté n° 261 /2017

**Portant mise à jour du
Plan Local d'Urbanisme (PLU) de
la commune LORIOLE**

Le Président de la Communauté de Communes du Val de Drôme, Monsieur Jean Serret :

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-60 et R.153-18 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43 et R 151-51 relatifs au contenu des annexes du dossier PLU ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de LORIOLE du 30 mars 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 26-2016-11-30-011 du 30 novembre 2016, instituant des servitudes d'utilité publiques prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de matières dangereuses ;

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté ;

Arrête :

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LORIOLE est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie, à la Communauté de communes et en Préfecture.

Article 3 : Le Présent arrêté sera affiché à la Communauté de Communes et en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le Présent arrêté est adressé à Monsieur Le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires.

Fait à Crest le 31 Juillet 2017

Le Président,
Jean SERRET

Par déléguation
Le vice-président
BOUVIER Jean Marc

Communauté de communes du Val de Drôme

225 rue Henri Barbusse - B.P.331 - 26402 CREST Cedex
Tél.04 75 25 43 82 - Fax 04 75 25 44 96
ccvd@val-de-drome.com - valdedrome.com



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Valence, le 30 NOV. 2016

Unité Interdépartementale 26/07

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux

Tél. : 04.75.82.46.46

Fax : 04.75.82.46.49

Courriel : christophe.bouilloux@developpement-
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2016-11-30-011

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de Loriol-sur-Drôme**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée ⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Loriol-sur-Drôme

Code INSEE : 26166

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur

GRTgaz

Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling

92277 BOIS COLOMBES Cedex

• Ouvrages traversant la commune

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
ALLEX- AUBENAS	67,7	150	5244	enterré	50	5	5
ALLEX- AUBENAS	67,7	150	57	aérien	50	13	13

NOTA : Si la SUP1 du tracé adjacent enterré est plus large que celle d'un tronçon aérien, c'est elle qui doit être prise en compte au droit du tronçon aérien.

- Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

- Installations annexes situées sur la commune

Néant

- Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs,
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme,
- adressé au maire de la commune de Loriol-sur-Drôme.

Article 6 – Délais et voies de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.

Article 7 – Exécution et copie

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de Loriol-sur-Drôme, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz.

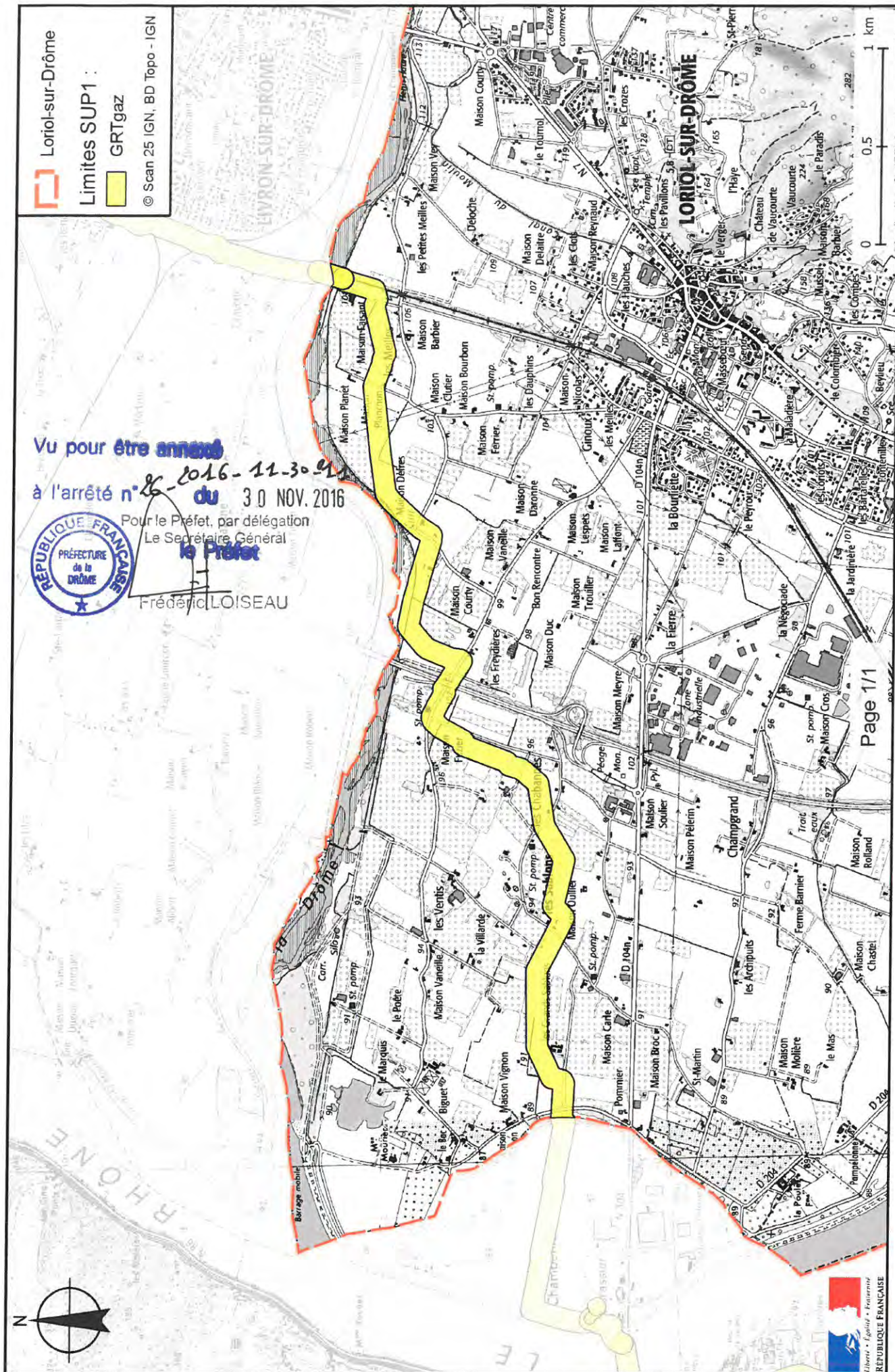
Valence, le 30 NOV. 2016
Le préfet,
Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- la préfecture de la Drôme
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes
- l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



2010-2011
2010-2011
2010-2011

2010-2011



**COMMUNE de LORIOL
MODIFICATION SIMPLIFIEE n°3
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification simplifiée n°3

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 25 juillet 2016

Date de transmission au Préfet : 17 aout 2016

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à compter du 27 juillet 2016
- Insertion dans la presse : 8 aout 2016

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:

17 aout 2016

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

signé Tanguy QUEINEC

L'an deux mille seize, le vingt-cinq juillet

Le Conseil municipal de la commune de LORIOL dûment convoqué, s'est réuni à 18 h30 en session ordinaire, à la Mairie de LORIOL, sous la présidence de M. Claude AURIAS, maire.

**Objet : Approbation de la modification simplifiée n°8 du PLU
Règlement de la zone N**

Nombre de conseillers en exercice : 29

21 + 06 Votants :	POUR 27	CONTRE 00	ABSTENTION 00
--------------------------	----------------	------------------	----------------------

Date de convocation du Conseil Municipal : 19 juillet 2016

Présents : Messieurs Claude AURIAS, Pierre LESPETS, Jean-Pierre MACAK, Jean-Marc PEYRET, Alain DOILLON, Pierre MAIA, Nicolas AUDEMARD, David VIGUIER, Samuel MARTINS, Thomas DUC, Jérémy RIOU, Alain DELBET, Jacques MALSERT, Christophe GAVARIN, Mesdames Catherine JACQUOT, Yvette DILLE, Martine MARIN, Christiane MARTY, Françoise BRUN, Olivia ROUGNY, Catherine BALLIGAND POULENAS,

S'étaient excusés et avaient donné pouvoir : Messieurs Jacques FAYOLLET, Mesdames Hanna FAURIEL, Lucette RODILLON, Marie-Pierre MICHEL, Isabelle JAUBERT, Céline POURCHAILLE,

Absentes : Mesdames Christina REBOULET, Béatrice REYMOND LEBRUN,

A été élu secrétaire de séance : Samuel MARTINS

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-45 à L153-48 et R 153-20

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 mars 2007 et dont la révision a été prescrite le 6 juillet 2015,

Entendu les motifs présentés par Catherine JACQUOT, adjointe à l'urbanisme ;

Vu les avis des personnes publiques associées sur ce projet en particulier du Département de la Drôme et de l'ARS ayant amené à compléter la rédaction initialement proposée

Considérant qu'un avis relatif aux modalités de consultation du public a été publié dans le Dauphiné Libéré au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition du public et affiché en Mairie et sur le site internet de la commune dans les mêmes délais et pendant toute la durée de la mise à disposition ;

Considérant que le dossier d'information a été mis à disposition du public pendant une durée d'un mois du 13 juin au 13 juillet 2016, par le biais d'un registre en Mairie disponible à l'accueil, mais qu'aucune remarque n'a été formulée.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :



- **Décide d'approuver** le dossier de modification simplifié du PLU tel qu'il est annexé à la présente
- **indique** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 153-20 et suivant du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.
- **indique** qu'elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales.
- **dit** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, inscription au recueil des actes administratifs).

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus

EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

Le Maire,

Claude AURIAS

Certifié exécutoire

Reçu en préfecture le

Publié et notifié le :

Par délégation le Directeur Général des Services,


Mairie de LORIOI-SUR-DRÔME



**COMMUNE de LORIOL
MODIFICATION SIMPLIFIEE n°2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification simplifiée n° 2

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 30 mai 2016

Date de transmission au Préfet : 15 juin 2016

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à compter du 6 juin 2016
- Insertion dans la presse : 8 juin 2016

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : sans objet

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:

15 juin 2016

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

signé Tanguy QUEINEC

L'an deux mille seize, le trente mai

Le Conseil municipal de la commune de LORIOL dûment convoqué, s'est réuni à 18 h30 en session ordinaire, à la mairie de LORIOL, sous la présidence de M. Claude AURIAS, maire.

Objet : Modification du tracé de l'emplacement réservé n°12

Nombre de conseillers en exercice : 29

25 + 3 Votants :	POUR 28	CONTRE 00	ABSTENTION 00
-------------------------	----------------	------------------	----------------------

Date de convocation du Conseil Municipal : 24 mai 2016

Présents : Messieurs Claude AURIAS, Pierre LESPETS, Jacques FAYOLLET, Jean-Pierre MACAK, Jean-Marc PEYRET, Alain DOILLON, Pierre MAÏA, Nicolas AUDEMARD, David VIGUIER, Samuel MARTINS, Jérémy RIOU, Alain DELBET, Jacques MALSERT, Christophe GAVARIN, Mesdames Catherine JACQUOT, Yvette DILLE, Hanna FAURIEL, Martine MARIN, Christiane MARTY, Françoise BRUN, Marie-Pierre MICHEL, Béatrice REYMOND-LEBRUN, Céline POURCHAILLE, Olivia ROUGNY Catherine BALLIGAND POULENAS,

Absents ayant donné pouvoir : Monsieur Thomas DUC, Mesdames Christina REBOULET, Isabelle JAUBERT,

Absente : Lucette RODILLON

A été élu secrétaire de séance : David VIGUIER

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L153-45 à L153-48 et R 153-20 ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 30 mars 2007, modifié le 29 avril 2013 et dont la révision a été prescrite le 6 juillet 2015 ;

Entendu les motifs présentés par Catherine JACQUOT, adjointe à l'urbanisme ;

Vu les avis des personnes publiques associées sur ce projet ;

Considérant qu'un avis relatif aux modalités de consultation du public a été publié dans le Dauphiné Libéré au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition du public et affiché en Mairie et sur le site internet de la commune dans les mêmes délais et pendant toute la durée de la mise à disposition ;

Considérant que le dossier d'information a été mis à disposition du public pendant une durée d'un mois du 18 avril au 18 mai 2016, par le biais d'un registre en Mairie disponible à l'accueil ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **APPROUVE** le dossier de modification simplifié du PLU tel qu'il est annexé à la présente,



- **INDIQUE** que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 153-20 et suivant du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département,
- **INDIQUE** qu'elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales,
- **DIT** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, inscription au recueil des actes administratifs).

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus

Extrait certifié conforme

Le Maire



Claude AURIAS

Certifié exécutoire :

Reçu en préfecture le : 03-06-2016

Publié et notifié le : 03-06-2016

Par délégation le Directeur Général des Services,



W pour être annexé à
la délibération du 30.05.16



Modification du tracé de l'emplacement réservé n°12

Loriol-sur-Drôme – avril 2016

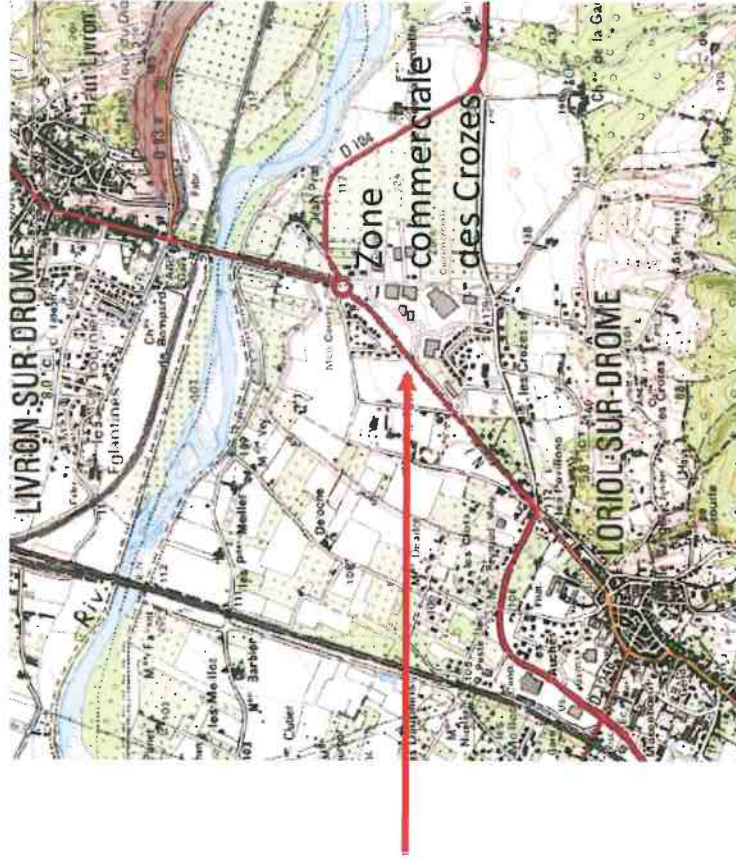
Information du public du 18 avril au 18 mai 2016

Vu pour être annexé
à la délibération du
30.05.2016.



Localisation

Localisation
ER12



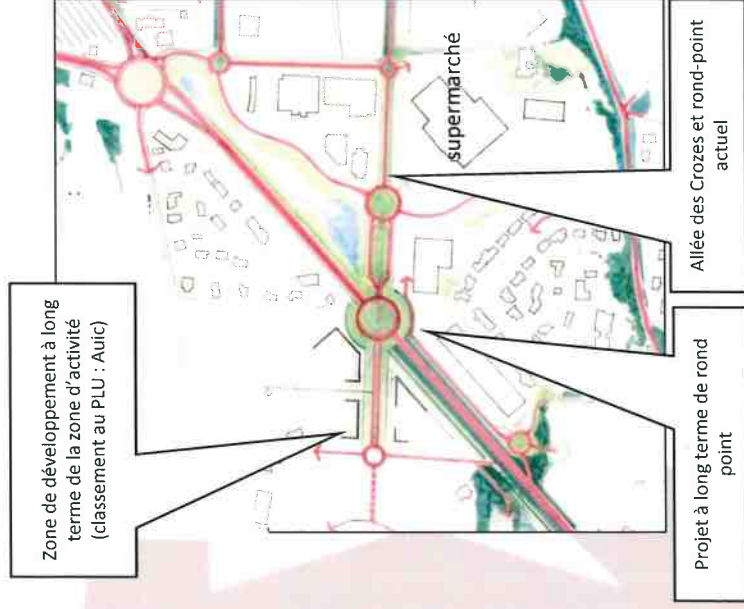
Modification tracé ER12 Loriol-sur-Drôme – Avril 2016

Vu pour être
annexé à la délibération
du 30-09-2018



Le tracé actuel

Orientation d'aménagement



Plan Local d'Urbanisme



Modification tracé ER12 Loriol-sur-Drôme – Avril 2016

Il ne peut être annexé
à la délibération du
30-06-2016



Liste actuelle des Emplacements Réservés

COMMUNE DE LORIOI - Drôme
Plan Local d'Urbanisme

Liste des emplacements réservés

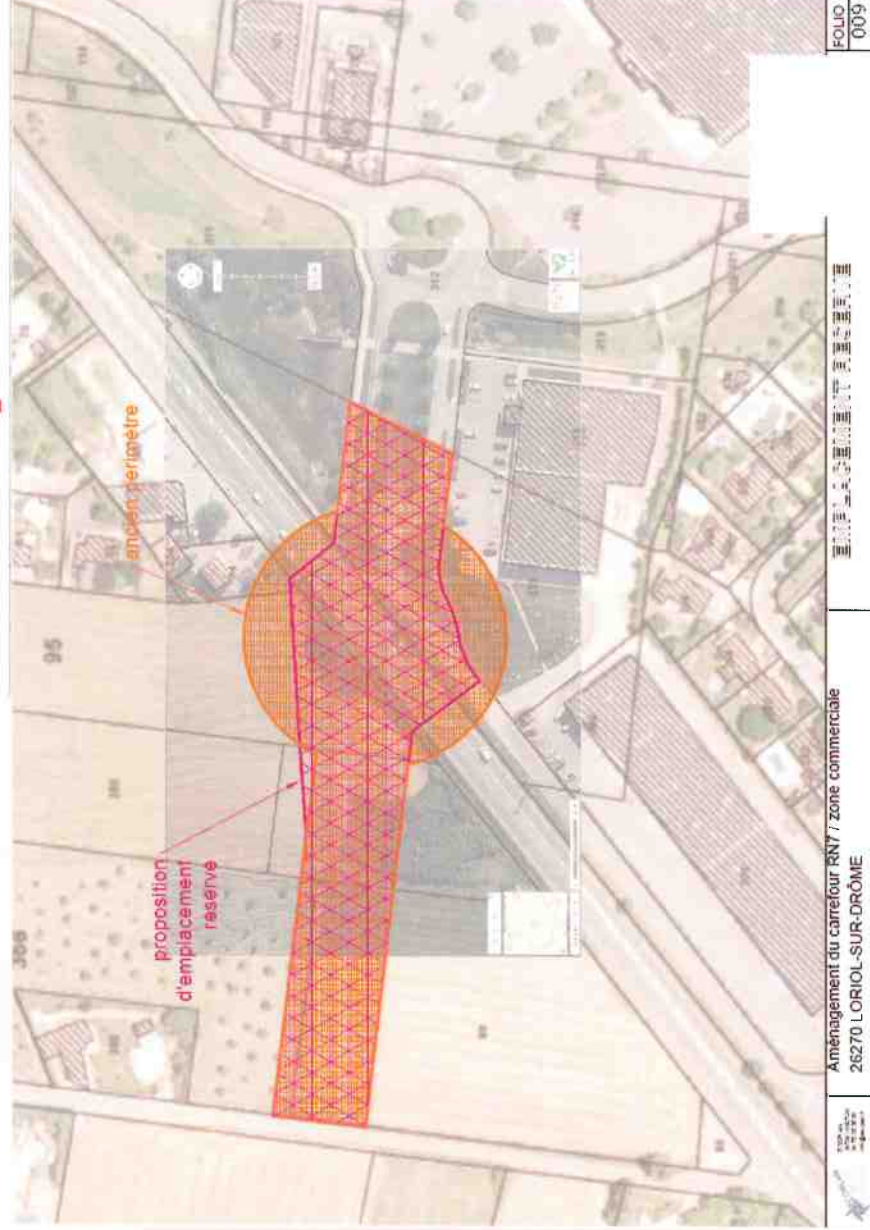
N° d'ordre	Destination	Bénéficiaire	Surface approximative
R1	Aménagement de voirie	Commune de LORIOI	520 m²
R3	Aménagement de réseau d'eau pluviale	Commune de LORIOI	880 m²
R4	Aménagement de réseau d'eau pluviale	Commune de LORIOI	480 m²
R5	Aménagement des abords de la RN7	Commune de LORIOI	10.440 m²
R6	Création d'espaces de jeux et de loisirs	Commune de LORIOI	18,4 ha
R7	Déviaton de la RN7	ETAT	21,7 ha
R8	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	Commune de LORIOI	4,8 ha
R9	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	ETAT	2,1 ha
R10	Aménagement des abords de la RN7	Commune de LORIOI	1 750 m²
R12	Aménagement voirie : croisement RN7	Commune de LORIOI	10.230 m²



Nu pour être annexé à
délibération du 30.05.



Proposition de tracé



Le PLU prévoyait un emplacement réservé pour la création d'un rond-point en continuité de l'allée des Crozes dans la perspective d'un développement de la zone sur la partie ouest, de l'autre côté de l'actuelle nationale 7. Cet emplacement réservé avait été largement dimensionné (diamètre de 80 mètres).

Etant donné que d'une part ce rond-point ne pourra être envisagé qu'après le déclassement la nationale et que d'autre part ses dimensions doivent être optimisées afin qu'elles soient en harmonie avec la zone des Crozes, il est proposé de réduire les proportions de cet emplacement réservé.



Modification titre ER 12 Loriol-sur-Drôme – Avril 2016

FOLIO
009

Aménagement du carrefour RN7 / zone commerciale
26270 LORIOL-SUR-DRÔME

Vu pour être annexé
à la délibération du
30-05-2016



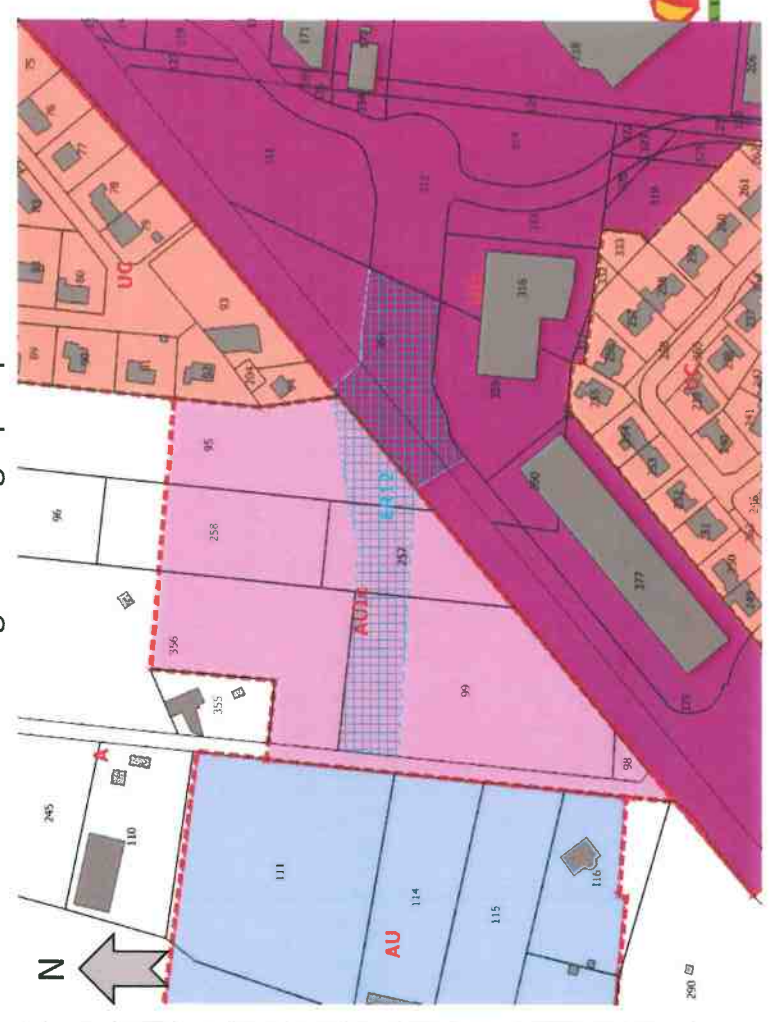
La modification du règlement du PLU

COMMUNE DE LORIOLE - Drôme
Plan Local d'Urbanisme

Plan Local d'Urbanisme :
règlement graphique

Liste des emplacements réservés

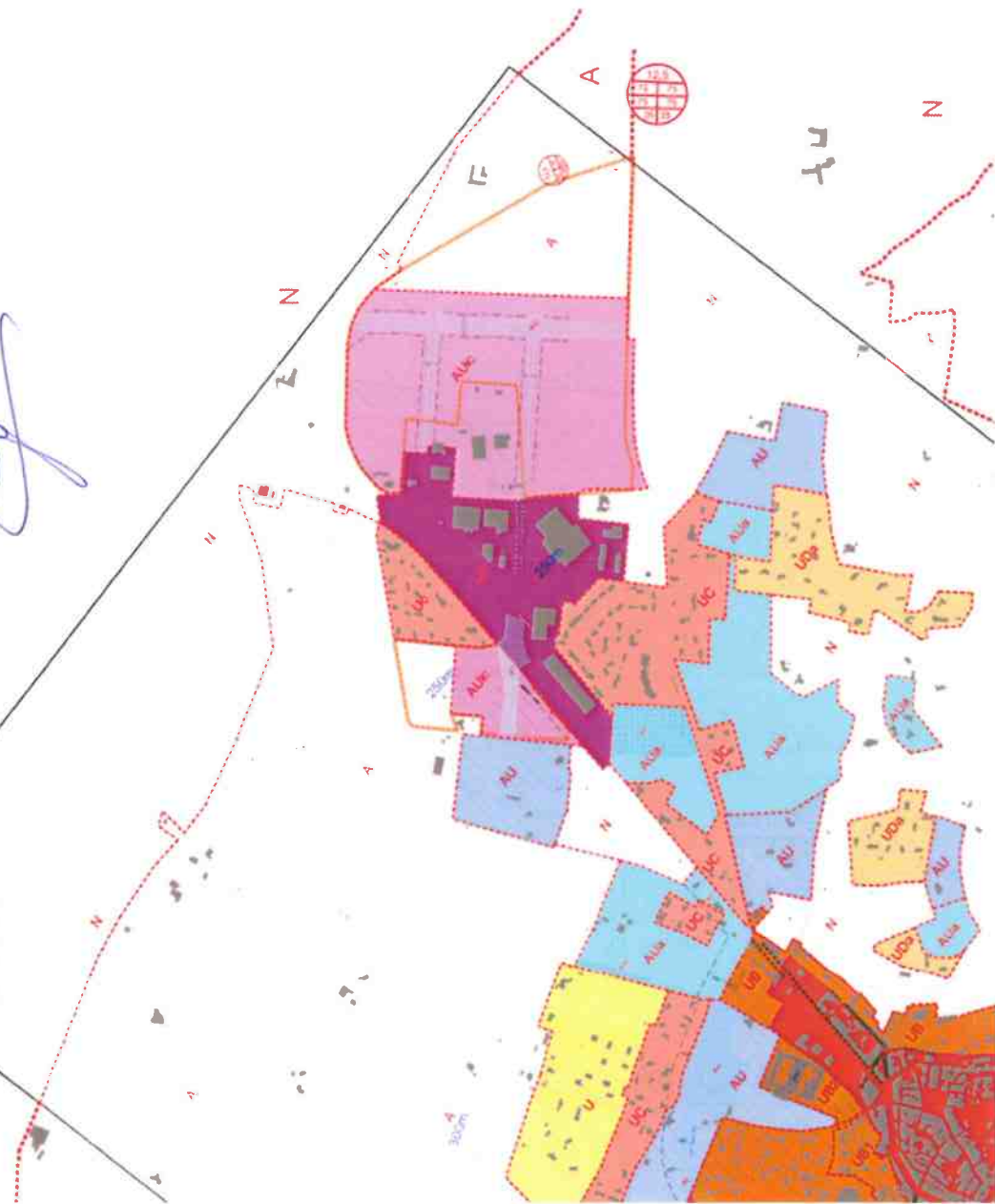
N° d'ordre	Destination	Bénéficiaire	Surface approximative
R1	Amenagement de voirie	Commune de LORIOLE	520 m²
R3	Amenagement de réseau d'eau pluviale	Commune de LORIOLE	650 m²
R4	Amenagement de réseau d'eau pluviale	Commune de LORIOLE	450 m²
R5	Amenagement des abords de la RN7	Commune de LORIOLE	10 440 m²
R6	Création d'espaces de jeux et de loisirs	Commune de LORIOLE	16,4 ha
R7	Déviator de la RN7	ETAT	21,7 ha
R8	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	Commune de LORIOLE	4,8 ha
R9	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	ETAT	2,1 ha
R10	Amenagement des abords de la RN7	Commune de LORIOLE	1 750 m²
R12	Amenagement voirie : croisement RN7	Commune de LORIOLE	8 000 m²



*Un peu à l'avance à
l'adoption du
30.05.16*



CONFER PLAN
AU 2.500



DEPARTEMENT DE LA DROME		Commune de LORIOLE	
ZONAGE		PLAN LOCAL D'URBANISME	
01		Echelle : 1 / 10.000ème	
Mai 2016		PLU approuvé le 30 mars 2007 Modification n°1 : 2 : 3 : juin 2009 Modification n°4 : Juillet 2012 Modification n°5 : Avril 2013 Modification n°6 : Mars 2014 Modification n°7 : Mai 2016	



LEGENDE
ZONES URBAINES

UA	Ukrainian	Ukrainian
UB	Ukrainian	Ukrainian
UC	Ukrainian	Ukrainian
UD	Ukrainian	Ukrainian
UE	Ukrainian	Ukrainian
U	Ukrainian	Ukrainian

ZONES D'URBANISATION FUTURES

1. **Author** (Last name, first name, middle initial)
2. **Title** (of the book or article)
3. **Journal** (name of the journal or publication)
4. **Volume** (number of the volume)
5. **Issue** (number of the issue)
6. **Page** (page number)

ZONES NATURELLES

AN

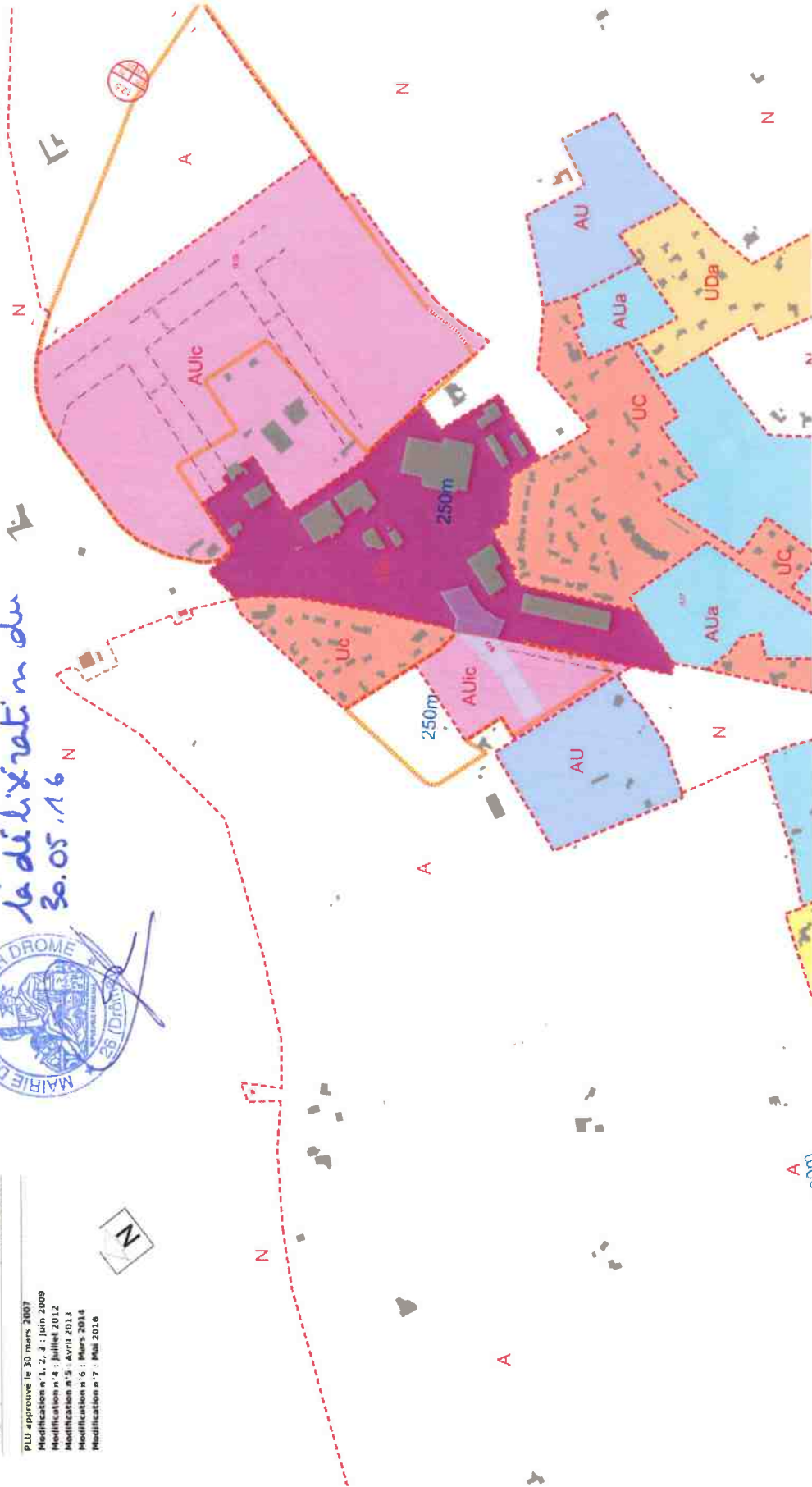
EMPLACEMENTS RESERVES

12. ☒ 12 ☐ 13 ☐ 14 ☐ 15 ☐ 16 ☐ 17 ☐ 18 ☐ 19 ☐ 20 ☐ 21 ☐ 22 ☐ 23 ☐ 24 ☐ 25 ☐ 26 ☐ 27 ☐ 28 ☐ 29 ☐ 30 ☐ 31 ☐ 32 ☐ 33 ☐ 34 ☐ 35 ☐ 36 ☐ 37 ☐ 38 ☐ 39 ☐ 40 ☐ 41 ☐ 42 ☐ 43 ☐ 44 ☐ 45 ☐ 46 ☐ 47 ☐ 48 ☐ 49 ☐ 50 ☐ 51 ☐ 52 ☐ 53 ☐ 54 ☐ 55 ☐ 56 ☐ 57 ☐ 58 ☐ 59 ☐ 60 ☐ 61 ☐ 62 ☐ 63 ☐ 64 ☐ 65 ☐ 66 ☐ 67 ☐ 68 ☐ 69 ☐ 70 ☐ 71 ☐ 72 ☐ 73 ☐ 74 ☐ 75 ☐ 76 ☐ 77 ☐ 78 ☐ 79 ☐ 80 ☐ 81 ☐ 82 ☐ 83 ☐ 84 ☐ 85 ☐ 86 ☐ 87 ☐ 88 ☐ 89 ☐ 90 ☐ 91 ☐ 92 ☐ 93 ☐ 94 ☐ 95 ☐ 96 ☐ 97 ☐ 98 ☐ 99 ☐ 100 ☐ 101 ☐ 102 ☐ 103 ☐ 104 ☐ 105 ☐ 106 ☐ 107 ☐ 108 ☐ 109 ☐ 110 ☐ 111 ☐ 112 ☐ 113 ☐ 114 ☐ 115 ☐ 116 ☐ 117 ☐ 118 ☐ 119 ☐ 120 ☐ 121 ☐ 122 ☐ 123 ☐ 124 ☐ 125 ☐ 126 ☐ 127 ☐ 128 ☐ 129 ☐ 130 ☐ 131 ☐ 132 ☐ 133 ☐ 134 ☐ 135 ☐ 136 ☐ 137 ☐ 138 ☐ 139 ☐ 140 ☐ 141 ☐ 142 ☐ 143 ☐ 144 ☐ 145 ☐ 146 ☐ 147 ☐ 148 ☐ 149 ☐ 150 ☐ 151 ☐ 152 ☐ 153 ☐ 154 ☐ 155 ☐ 156 ☐ 157 ☐ 158 ☐ 159 ☐ 160 ☐ 161 ☐ 162 ☐ 163 ☐ 164 ☐ 165 ☐ 166 ☐ 167 ☐ 168 ☐ 169 ☐ 170 ☐ 171 ☐ 172 ☐ 173 ☐ 174 ☐ 175 ☐ 176 ☐ 177 ☐ 178 ☐ 179 ☐ 180 ☐ 181 ☐ 182 ☐ 183 ☐ 184 ☐ 185 ☐ 186 ☐ 187 ☐ 188 ☐ 189 ☐ 190 ☐ 191 ☐ 192 ☐ 193 ☐ 194 ☐ 195 ☐ 196 ☐ 197 ☐ 198 ☐ 199 ☐ 200 ☐ 201 ☐ 202 ☐ 203 ☐ 204 ☐ 205 ☐ 206 ☐ 207 ☐ 208 ☐ 209 ☐ 210 ☐ 211 ☐ 212 ☐ 213 ☐ 214 ☐ 215 ☐ 216 ☐ 217 ☐ 218 ☐ 219 ☐ 220 ☐ 221 ☐ 222 ☐ 223 ☐ 224 ☐ 225 ☐ 226 ☐ 227 ☐ 228 ☐ 229 ☐ 230 ☐ 231 ☐ 232 ☐ 233 ☐ 234 ☐ 235 ☐ 236 ☐ 237 ☐ 238 ☐ 239 ☐ 240 ☐ 241 ☐ 242 ☐ 243 ☐ 244 ☐ 245 ☐ 246 ☐ 247 ☐ 248 ☐ 249 ☐ 250 ☐ 251 ☐ 252 ☐ 253 ☐ 254 ☐ 255 ☐ 256 ☐ 257 ☐ 258 ☐ 259 ☐ 260 ☐ 261 ☐ 262 ☐ 263 ☐ 264 ☐ 265 ☐ 266 ☐ 267 ☐ 268 ☐ 269 ☐ 270 ☐ 271 ☐ 272 ☐ 273 ☐ 274 ☐ 275 ☐ 276 ☐ 277 ☐ 278 ☐ 279 ☐ 280 ☐ 281 ☐ 282 ☐ 283 ☐ 284 ☐ 285 ☐ 286 ☐ 287 ☐ 288 ☐ 289 ☐ <

RENSEIGNEMENTS DIVERS

[illegible]

Wegen Erkrankung
 der/delivering du
 30.05.16



Modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme

Mai 2016



*W pour être annexé
à la délibération
du 30.05.16*

DEPARTEMENT DE LA DROME
COMMUNE DE LORIOLE

6

Plan Local d'Urbanisme
Liste des emplacements réservés

COMMUNE DE LORIOIOL - Drôme

Plan Local d'Urbanisme



W pour être annexé à la délibération

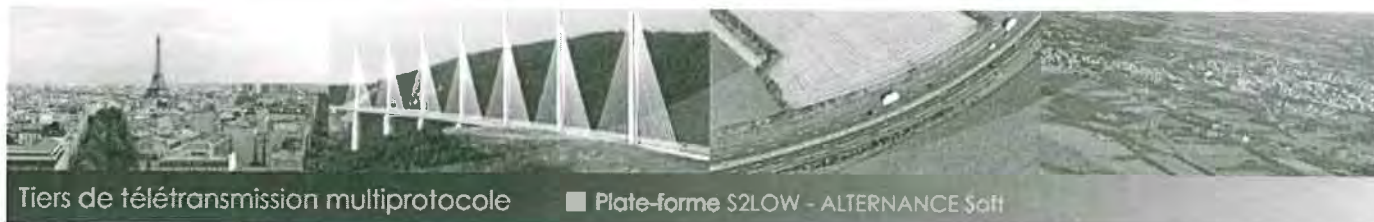
Liste des emplacements réservés

N° d'ordre	Destination	Bénéficiaire	Surface approximative
R1	Aménagement de voirie	Commune de LORIOIOL	520 m ²
R3	Aménagement de réseau d'eau pluviale	Commune de LORIOIOL	880 m ²
R4	Aménagement de réseau d'eau pluviale	Commune de LORIOIOL	460 m ²
R5	Aménagement des abords de la RN7	Commune de LORIOIOL	10.440 m ²
R6	Création d'espaces de jeux et de loisirs	Commune de LORIOIOL	18,4 ha
R7	Déviation de la RN7	ETAT	21,7 ha
R8	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	Commune de LORIOIOL	4,8 ha
R9	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	ETAT	2,1 ha
R10	Aménagement des abords de la RN7	Commune de LORIOIOL	1 750 m ²
R12	Aménagement voirie : croisement RN7	Commune de LORIOIOL	8.820 m ²
R13	Aménagement de voirie : desserte zone des Crozes	Commune de LORIOIOL	30.900 m ²
R14	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	Commune de LORIOIOL	4.200 m ²
R15	Ouvrage de gestion des eaux pluviales + aménagement voirie	Commune de LORIOIOL	15.800 m ²
R16	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	Commune de LORIOIOL	4.400 m ²

R17	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	Commune de LORIOL	9.100 m ²
R18	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	Commune de LORIOL	11.700 m ²
R19	Chemin piéton	Commune de LORIOL	1.070 m ²
R20	Voirie sur Champgrand	Commune de LORIOL	2.300 m ²
R21	Aménagement voirie (entrée nord)	Commune de LORIOL	237 m ²
R24	Extension cimetière	Commune de LORIOL	9.500 m ²
R25	Elargissement de la rue Olivier de Serre	Commune de LORIOL	1.050 m ²
R27	Création d'un bassin de rétention rue d'Arbalestier	Commune de LORIOL	15.400 m ²
R28	Elargissement de la Rue des Moulins et aménagement d'intersection de voies	Commune de LORIOL	1.033 m ²
R30	Aménagement d'un carrefour	Commune de LORIOL	1.000 m ²
R31	Elargissement d'un chemin communal	Commune de LORIOL	4.000 m ²
R32	Ouvrage de gestion des eaux pluviales	Commune de LORIOL	5.000 m ²



*W pour être annexé
à la délibération*



Tiers de télétransmission multiprotocole

■ Plate-forme S2LOW - ALTERNANCE Soft

BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : VILLE LORIOLE (26)

Utilisateur : Baume Karine

Paramètre de la transaction :

Type de transaction:	Transmission d'actes
Nature de l'acte:	Deliberations
Numéro de l'acte:	DEL_2016_060
Date de la décision:	2016-05-30 00:00:00+02
Objet:	Modification du tracé de l'emplacement réservé n°12
Classification matières/sous-matières:	2.2
Identifiant unique:	026-212601660-20160530-DEL_2016_060-DE
URL d'archivage:	Non définie
Notification:	Non notifiée

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
026-212601660-20160530-DEL_2016_060-DE-1-1_0.xml	text/xml	824
nom de original:		
060.pdf	application/pdf	799926
nom de métier:		
026-212601660-20160530-DEL_2016_060-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	799926

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	3 juin 2016 à 14h27min54s	Dépôt initial
En attente de transmission	3 juin 2016 à 14h36min02s	Accepte par le TdT : validation OK
Transmis	3 juin 2016 à 14h36min11s	Transmis au MIOCT
Acquittement reçu	3 juin 2016 à 14h37min07s	Recu par le MIOCT le 2016-06-03

**COMMUNE de LORIOL
MODIFICATION SIMPLIFIEE n° 1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification simplifiée n° 1

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 17 mars 2014

Date de transmission au Préfet : 19 mars 2014

Mesures de publicité:

- Affichage en mairie : à compter du 21 mars 2014
- Insertion dans la presse : 28 mars 2014

Contrôle de légalité:

- Date de la lettre au maire : 11 avril 2014
- Observations : dispositions obsolètes depuis le 27 mars 2014

Date à laquelle la délibération devient exécutoire:

28 mars 2014

Pour le Chef du Service Aménagement du
Territoire et Risques
Le Responsable de l'unité territoriale

Le Responsable de
l'Unité Territoriale Nord

Tanguy Quéinéc

L'an deux mille quatorze, le dix-sept mars

Le Conseil municipal de la commune de LORIOL dûment convoqué, s'est réuni à 18 h30 en session ordinaire, à la Mairie de LORIOL, sous la présidence de M. Jacques LADEGAILLERIE, maire.

Objet : Dispositif de bonus de COS énergétique

Nombre de conseillers en exercice : 28

27 + 01	Votants :	POUR 28	CONTRE 00	ABSTENTION 00
----------------	------------------	----------------	------------------	----------------------

Date de convocation du Conseil Municipal : Lundi 10 mars 2014

Présents : Messieurs Jacques LADEGAILLERIE, Jacques FAYOLLET, Claude AURIAS, Yves PLANTIER, René CROUZET, Philippe POLLIOTTI, Jean-Marc PEYRET, Salvatore SCIFO, Sébastien AMBLARD, Cyril VIGNON, Alain DELBET, Jacques MALSERT, Christophe GAVARIN, Mesdames Aracéli PLANTIER, Marie-Chantal KAPSA, Catherine JACQUOT, Yvette DILLE, Monique BAILLET, Françoise BRUN, Marie-Pierre MICHEL, Magali LUTUN, Hanna FAURIEL, Maité CROS, Jacqueline MONTEIL, Catherine BALLIGAND, Maryse MAFFRE, Violaine RIGAUD,

Absente ayant donné pouvoir : Madame Christiane MARTY

A été élue secrétaire de séance : Madame Aracéli PLANTIER

Monsieur Fayollet, maire adjoint chargé de l'urbanisme, explique que le Code de l'Urbanisme permet aux communes qui le souhaitent d'accorder des droits à construire supplémentaires aux pétitionnaires réalisant des bâtiments présentant une haute qualité énergétique.

Il s'agit de bonifier le Coefficient d'Occupation du Sol dans la limite de 30 % maximum pour les pétitionnaires justifiant d'une construction dont la qualité dépasse la norme de la RT 2012.

Dans ce cadre, il propose de mettre en place ce dispositif à Loriol dans les limites suivantes :

- Possibilité de bonification du COS dans les zones UE uniquement, aujourd'hui dotées d'un COS faible de 0.1
- Limitation de cette bonification à 20% du COS actuel, passant ainsi d'un COS de 0.1 à 0.12
- Cette bonification sera conditionnée à l'obtention du « label Effinergie + » qui est plus exigeant que la RT 2012.

Les autres règles de la zone UE resteront inchangées, y compris celle concernant le gabarit des bâtiments.

Il est donc proposé de procéder à une modification simplifiée du PLU afin d'intégrer cette disposition au règlement de la zone UE en modifiant l'article UE14.

Vu la délibération du 30 mars 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 128-1 et suivants ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L123-12, R123-20-1, R 123-20-2, R123-24 et R123-25 ;

Vu les avis des personnes publiques associées sur ce projet ;

Considérant qu'un avis relatif aux modalités de consultation du public a été publié le 27/01/2014 dans le Dauphiné Libéré au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition du public et affiché en Mairie et sur le site internet de la commune dans les mêmes délais et pendant toute la durée de la mise à disposition ;

Considérant que le dossier d'information a été mis à disposition du public pendant une durée d'un mois du 5 février au 5 mars 2014, par le biais d'un registre en Mairie disponible à l'accueil ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- **Décide d'appliquer** le dispositif de bonus de COS énergétique pour les logements correspondant au « label EFFINERGIE+ » dans la zone UE du Plan Local d'Urbanisme,
- **Décide d'approuver** le dossier de modification simplifié du PLU tel qu'il est annexé à la présente,
- **Indique** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département,
- **Indique** qu'elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales,
- **Dit** que conformément à l'article R123-25 du Code de l'urbanisme, le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Loriol-sur-Drôme et à la Préfecture aux heures et aux jours habituels d'ouverture,
- **Dit** que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, insertion dans un journal, inscription au recueil des actes administratifs).

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus

COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL

Le Maire,



Jacques LADEGAILLERIE.

Certifié exécutoire

Reçu en préfecture le : 13-03-2014

Publié et notifié le : 14-03-2014





PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires
Unité Territoriale Nord Drome

Valence, le **11 AVR. 2014**

Affaire suivie par : Tanguy Quéinec
Tél. : 04 81 66 81 21
Fax : 04 81 66 80 80
courriel : tanguy.queinec@drome.gouv.fr

Monsieur le Maire

de LORIOL

Objet : Avis sur projet de modification simplifiée n°6 du PLU

Par courrier en date du 19 mars 2014, vous avez notifié à Monsieur le Préfet le dossier d'approbation de la modification simplifiée de votre PLU.

Celui-ci porte sur la mise en œuvre en zone UE de la majoration de COS prévue à l'article L 128,1 du code de l'urbanisme pour les constructions présentant des performances énergétiques élevées.

Au regard du contenu de votre projet, je me dois de vous faire part des évolutions législatives intervenues au travers de la loi du 24 mars 2014 et qui rendent obsolètes votre délibération.

En effet, la loi d'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) modifie l'article L. 123-1-5 du code de l'urbanisme et supprime le coefficient d'occupation des sols (COS) ainsi que la possibilité de fixer une superficie minimale des terrains constructibles dans le règlement du plan local d'urbanisme (PLU). Cette suppression se répercute également sur les outils qui pouvaient être mis en œuvre sur la base des COS notamment sur les bonus de constructibilité ou « sur-COS »

Vous trouverez ci joint une note qui détaille ces dispositions suffisamment claires et précises, pour être immédiatement applicables.

Les bonus de constructibilité accordés par les articles, L.123-1-11 pour les bâtiments à usage d'habitation, L. 127-1 pour les logements locatifs sociaux et L.128-1 pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée ne peuvent plus se baser sur le COS. Ils doivent découler des autres règles prévues par ces articles. Ces autres règles sont celles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol pour les bonus de constructibilité pouvant être accordés pour les bâtiments à usage d'habitation (L.123-1-11) ou logements locatifs sociaux (L. 127-1) et les règles de gabarit pour les constructions satisfaisant à des critères de performance énergétique élevée (L.128-1).

Les PLU ayant institué un bonus de constructibilité basé sur le COS doivent le supprimer par le biais d'une modification simplifiée en application de l'article L. 123-13-3 du code de l'urbanisme. Il en va de même pour le COS et la surface minimale pour construire.

Dès à présent, il vous appartient, en tant qu'autorité chargée de délivrer les autorisations d'urbanisme, d'en écarter systématiquement l'application lors de l'instruction d'une autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, ou permis d'aménager) ou d'une demande de certificat d'urbanisme et de ne vous baser que sur les autres règles fixées par le PLU notamment en matière de hauteur, gabarit, volume, emprise au sol, ou implantation par rapport aux limites séparatives.

P/Le Directeur Départemental des Territoires
Le Chef du SAIR



C. TREMPIL



DDT Drôme - Service
du territoire et plan

25 AVR. 2014

Direction Départementale des Territoires
SATR/pole planification
4 place Laennec - BP 1013
26015 VALENCE Cedex

A Lorient, le 22 avril 2014

Objet : application de la modification n°6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lorient sur Drôme

Monsieur le Directeur,

Suite à l'approbation de la modification n° 6 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Lorient-sur-Drôme intervenue par délibération du 17 mars 2014 veuillez trouver ci-joint un exemplaire du dossier correspondant. La loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 ayant supprimé le Coefficient d'Occupation des Sols, cette nouvelle disposition est rendue obsolète à partir du 27 mars 2014.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

P.J. : 1 dossier comprenant les pièces modifiées du règlement + la page de couverture

Claude AURIAS

Mairie de Lorient


**COMMUNE de LORIOL.
MODIFICATION n° 5
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification n° 5

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 29 avril 2013

Date de transmission au Préfet : 3 mai 2013

Mesures de publicité

- Affichage en mairie : 2 mai 2013
- Insertion dans la presse : 9 mai 2013

Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire : 7 mai 2013
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire	9 mai 2013
---	-------------------

Le Chef de l'unité territoriale,



Tanguy Quéinec

L'an deux mille treize, le vingt-neuf avril

Le Conseil municipal de la commune de LORIOL, dûment convoqué, s'est réuni à 18 h30 en session ordinaire, à la mairie de LORIOL, sous la présidence de M. Jacques LADEGAILLERIE, maire.

Objet : Approbation de la modification n° 5 du P.L.U.,

Nombre de conseillers en exercice : 29

21 + 07 Votants :	POUR 28	CONTRE 00	ABSTENTION 00
--------------------------	----------------	------------------	----------------------

Date de convocation du Conseil Municipal : lundi 22 AVRIL 2013

Présents : Messieurs Jacques LADEGAILLERIE, Jean JULIEN, Jacques FAYOLLET, Claude AURIAS, René CROUZET, Philippe POLLIOTTI, Salvatore SCIFO, Sébastien AMBLARD, Alain DELBET, Jacques MALSERT, Christophe GAVARIN, Mesdames Aracéli PLANTIER, Marie-Chantal KAPSA, Catherine JACQUOT, Yvette DILLE, Christiane MARTY, Françoise BRUN, Marie-Pierre MICHEL, Maité CROS, Catherine BALLIGAND, Maryse MAFFRE,

Absents qui ont donné pouvoir : Messieurs Yves PLANTIER, Jean-Marc PEYRET, Mesdames Monique BAILLET, Magali LUTUN, Hanna FAURIEL, Jacqueline MONTEIL, Violaine RIGAUD

Absent : Cyril VIGNON

A été élue secrétaire de séance : Mme Aracéli PLANTIER

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 123.13, R123-19, R123-24 et R123-25

Vu la délibération en date du 30 mars 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Vu l'arrêté du maire n°05-2013 en date du 30 janvier 2013 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du PLU,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Monsieur FAYOLLET rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune a engagé une modification de son Plan Local d'Urbanisme afin de mettre à jour l'orientation d'aménagement du secteur Maréchal Foch avenue de la République qui concerne le quartier de la Maladière et l'Eco-quartier.

Une enquête publique a été menée du 18 février au 20 mars 2013 inclus, et le Commissaire Enquêteur a donné un avis favorable au projet de modification.

Considérant que les résultats de la dite enquête ne justifient pas de modification du projet de modification du P.L.U.,

Considérant que le projet de modification du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- décide d'approuver le dossier de modification du PLU tel qu'il est annexé à la présente,

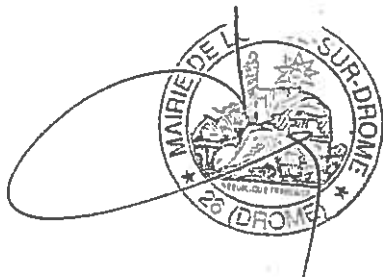
- indique que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

- indique qu'elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales

- dit que conformément à l'article P123-25 du Code de l'urbanisme, le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Lorient-sur-Drôme et à la Préfecture aux heures et aux jours habituels d'ouverture

- dit que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1er jour de l'affichage en mairie, Insertion dans un journal, inscription au recueil des actes administratifs)

Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
Le Maire



Jacques LADEGAILLERIE

Certifié exécutoire

Reçu en préfecture le : 30-04-2013

Publié et notifié le : 30-04-2013

Le 1er adjoint



BORDEREAU D'ACQUITTEMENT DE TRANSACTION

Collectivité : Ville de Lorient

Utilisateur : Baume

Paramètre de la transaction :

Type de transaction:	Transmission d'actes
Nature de l'acte:	Deliberations
Numéro de l'acte:	DEL_2013_067
Date de la décision:	2013-04-29 00:00:00+02
Objet:	Approbation de la modification n°5 du P.L.U.
Classification matières/sous-matières:	2.1
Identifiant unique:	026-212601660-20130429-DEL_2013_067-DE
URL d'archivage:	Non définie
Notification:	Non notifiée

Fichier contenus dans l'archive :

Fichier	Type de fichier	Taille du fichier
nom de métier:		
026-212601660-20130429-DEL_2013_067-DE-1-1_0.xml	text/xml	817
nom de original:		
67.pdf	application/pdf	829004
nom de métier:		
026-212601660-20130429-DEL_2013_067-DE-1-1_1.pdf	application/pdf	829004

Cycle de vie de la transaction :

Etat	Date	Message
Posté	30 avril 2013 à 14h44min56s	Dépôt initial
En attente de transmission	30 avril 2013 à 14h48min01s	Accepte par le TdT : validation OK
Transmis	30 avril 2013 à 14h48min11s	Transmis au MIOCT
Acquittement reçu	30 avril 2013 à 14h50min17s	Recu par le MIOCT le 2013-04-30



Commune de LORIOL

APPROBATION
de la
MODIFICATION
du PLAN LOCAL D'URBANISME

Objet : caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 9 juillet 2012

Date de transmission au Préfet : 18 juillet 2012

Mesures de publicité

- Affichage en mairie : 11 juillet 2012
- Insertion dans la presse : 17 juillet 2012

Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire : /
- Observations : /

Date à laquelle la délibération devient exécutoire	18 juillet 2012
--	-----------------

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques,
Le Responsable du pôle planification p.i.,


Annie LAPAIX

L'an deux mille douze, le neuf juillet

Le Conseil municipal de la commune de LORIOL dûment convoqué, s'est réuni à 18 h30 en session ordinaire, à la Mairie de LORIOL, sous la présidence de M. Jacques LADEGAILLERIE, maire.

Objet : modifications du PLU

Nombre de conseillers en exercice : 29

26 + 03 Votants :	POUR 29	CONTRE 00	ABSTENTION 00
--------------------------	----------------	------------------	----------------------

Date de convocation du Conseil Municipal : vendredi 29 juin 2012

Présents : Messieurs Jacques LADEGAILLERIE, Jean JULIEN, Jacques FAYOLLET, Alain ROUYER, Claude AURIAS, René CROUZET, Philippe POLLIOTTI, Yves PLANTIER, Jean-Marc PEYRET, Salvatore SCIFO, Sébastien AMBLARD, Alain DELBET, Jacques MALSERT, Christophe GAVARIN, Mesdames Aracéli PLANTIER, Marie-Chantal KAPSA, Yvette DILLE, Monique BAILLET, Christiane MARTY, Françoise BRUN, Magali LUTUN, Hanna FAURIEL, Jacqueline MONTEIL, Catherine BALLIGAND, Maryse MAFFRE, Violaine RIGAUD,

Absentes ayant donné pouvoir : Mesdames Catherine JACQUOT, Marie-Pierre MICHEL, Maïté CROS,

A été élue secrétaire de séance : Marie-Chantal KAPSA

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 123.13, R123-19, R123-24 et R123-25

Vu la délibération en date du 30 mars 2007 approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Vu l'arrêté du maire n°002-2012 en date du 27 février 2012 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à la modification du PLU,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Monsieur Jacques FAYOLLET rappelle aux membres du Conseil Municipal que la commune a engagé une modification de son Plan Local d'Urbanisme afin de répondre aux objectifs suivants :

- Instauration d'une orientation d'aménagement sur le site de la Filature
- Modification de l'orientation d'aménagement Foch (écoquartier) et suppression de la servitude L 123-2 du Code de l'Urbanisme afin de mettre à jour le PLU
- Suppression d'emplacements réservés devenus sans objet
- Transformation de la zone Uda en UC en raison des travaux d'assainissement réalisés
- Changement de la règle de hauteur en zone UI
- Réparation d'une erreur matérielle concernant les marges de recul

Une enquête publique a été menée et le Commissaire Enquêteur a donné un avis favorable au projet de modification.

Cependant, suite à l'avis des Personnes Publiques Associées, et en particulier les services de l'Etat (Direction Départementale des Territoires et Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine), il est proposé de modifier le projet comme suit :

1/ Sans remettre en cause le fond de notre projet, mais concernant la traduction réglementaire de l'Orientation d'Aménagement de la Filature, les services de l'Etat nous ont demandé plusieurs ajustements :

- suppression des polygones de constructibilité sur les documents graphiques en lien avec les articles concernés du règlement, car les plans de l'orientation d'aménagement suffisent pour imposer une compatibilité du projet
- Ajout d'une servitude pour mixité sociale de 20 % sur le document graphique, secteur de la Filature, UBa, en plus de la mention dans l'orientation d'aménagement
- Zone UB, sous secteur de la Filature, article 12 : suppression des mentions d'implantation des zones de stationnement qui figurent déjà dans l'Orientation d'Aménagement
- Suppression de toutes les mentions faites à l'OAP Filature dans le règlement de la zone UBa,
- Corrections de texte sur la description de l'OAP Filature,
- article 10 ; zone UBa sous-secteur Filature : conservation des règles de hauteur pour les bâtiments existants afin d'éviter que les volumes ne soient modifiés lors des réhabilitations.
- ajouts de règles de gabarits sur l'article 11 de la zone UB sous-secteur Filature pour tenir compte des remarques du STAP qui souhaitait que les gabarits des futurs bâtiments ne nuisent pas aux bâtiments protégés,

2/ Les services de l'Etat nous ont par ailleurs demandé de corriger deux erreurs matérielles qui subsistaient dans notre document :

- Suppression de la notion de construction temporaire en zone UBa car cette notion n'est pas prévue par le code de l'urbanisme
- Suppression d'une marge de recul sur le document graphique pour corriger l'erreur matérielle de l'objet n°6 et ajustement de l'article 6 du règlement de la zone AU1c,

3/ Mise à jour du document

- Intégration des Servitudes d'Utilité Publique de l'Etat mises à jour en mai 2012 et qui seront annexées au PLU.

Considérant que ces modifications sont nécessaires et qu'elles ne remettent pas en cause l'économie générale du document tel qu'il a été soumis à l'enquête publique,

Considérant que le projet de modification du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- décide d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente,
- indique que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123-24 et R 123-25 du Code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.
- indique qu'elle sera en outre publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R 2121-10 du code général des collectivités territoriales
- dit que conformément à l'article R123-25 du Code de l'urbanisme, le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de Loriol-sur-Drôme et à la Préfecture aux heures et aux jours habituels d'ouverture,

- dit que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (1^{er} jour de l'affichage en mairie, Insertion dans un journal, inscription au recueil des actes administratifs).

**Fait et délibéré le jour, mois et an que dessus
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME**

Le Maire,



Jacques LADEGAILLERIE.

Certifié exécutoire
Reçu en préfecture le :
Publié et notifié le :



ARRETE N°006-2012 DU 26/04/2012 PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE LORIOL SUR DROME

Le Maire,

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article R.123-22,

Vu la délibération du Conseil Municipal de Loriol sur Drome du 23 novembre 2009 approuvant le plan local d'urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral n°10-065 du 18 février 2010

Vu les plans et documents annexés au présent arrêté

ARRETE

Article 1 Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Loriol sur Drôme est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture

Article 3 Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois

Article 4 Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et à la Direction Départementale des Territoires

Fait à Loriol sur Drôme, le 26 avril 2012



Le Maire,

Jacques LADEGAILLERIE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale des territoires
Service Aménagement du Territoire et Risques
Pôle Planification

Affaire suivie par : Christine CHUILON
Tél. : 04 81 66 81 18
Fax : 04 81 66 80 80
courriel : christine.chuilon@drone.gouv.fr

Valence, le

30 JAN 2012

Monsieur le Maire

26270 LORIOI



Objet : Mise à jour du plan local d'urbanisme

Ref : SATR/PP/CC - L12-117

P.J. : 1 dossier « procédure de mise à jour du PLU »
1 ex. plan et liste des servitudes d'utilité publique

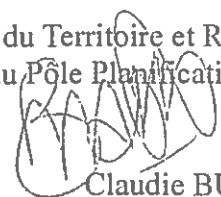
Par arrêté municipal du 28 janvier 2010, la révision de la ZPPAUP a été approuvée sur le territoire de votre commune (pour assurer la pleine application de la ZPPAUP révisée, l'arrêté préfectoral de région n° 10-065 du 18 février 2010 est venu abroger la première version de la ZPPAUP).

Cette ZPPAUP constitue une servitude d'utilité publique qui s'oppose au PLU et qui doit y être annexée.

En application de l'article R.123-22 du code de l'urbanisme, il vous appartient donc de procéder, par arrêté du maire, à la mise à jour de votre document d'urbanisme. A cet effet, vous trouverez en annexe un dossier de procédure vous permettant d'effectuer cette mise à jour, accompagné du plan et de la liste des servitudes d'utilité publique réactualisés.

Cet arrêté fera l'objet de mesures de publicité et une diffusion du dossier de mise à jour sera effectuée auprès des différents services mentionnés dans le dossier joint.

P/le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Planification p.i,



Claudie BUARD

Direction Régionale
des Affaires Culturelles

Affaire suivie par : Christine Boniface

Téléphone : 04.72.00.44.75.
Télécopie : 04.72.00.43.30.
e-mail : christine.boniface@culture.gouv.fr

*Vu pour noter
annulé à l'arrêt
du Nais en date
du 26.04.2012*
Lyon, 118 FEB. 2012
10-065



ARRÊTÉ N°

OBJET : Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) de Lorient-sur-Drôme

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code du patrimoine, et notamment les articles L 642-1a et L 642-7,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de l'expropriation,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code des collectivités territoriales et notamment l'article L 2212-1, 2212-2, 2213-1-2-3 relatif au pouvoir de police des maires,

Vu le décret n° 84-304 du 25 avril 1984 modifié par le décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP),

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juin 1994 créant une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) sur la commune de Lorient-sur-Drôme (Drôme).

Vu la délibération du conseil municipal de Lorient-sur-Drôme (Drôme) en date du 4 novembre 2005 décidant la révision de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP),

Vu l'arrêté municipal en date du 28 janvier 2010 portant révision de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP),

ARRETE

Article 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral du 13 juin 1994 portant création, sur la commune de Lorient-sur-Drôme (Drôme), de la zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP).

Nombre de Conseillers :

en exercice : 29

Présents : 28

Votants : 29

Procurations : 01

N° 107/2009

OBJET :

Approbation modifications
du PLU

**

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture

le : 25-11-2009

Publié ~~ou motivé~~

le : 25-11-2009

Le Maire,



EXTRAIT

**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille neuf

Le vingt trois novembre à 18 heures 30

Le Conseil municipal de la commune de LORIOL dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie de LORIOL, sous la présidence de M. Jacques LADEGAILLERIE, maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : lundi 16 novembre 2009

Présents : Messieurs Jacques LADEGAILLERIE, Jean JULIEN, Jacques FAYOLLET, Allain ROUYER, Claude AURIAS, René CROUZET, Philippe POLLIOTTI, Yves PLANTIER, Jean-Marc PEYRET, Salvatore SCIFO, Sébastien AMBLARD, Alain DELBET, Jacques MALSERT, Christophe GAVARIN, Mesdames Aracéli PLANTIER, Marie-Chantal KAPSA, Catherine JACQUOT, Yvette DILLE, Monique BAILLET, Christiane MARTY, Françoise BRUN, Marie-Pierre MICHEL, Magali LUTUN, Hanna FAURIEL, Maïté CROS, Jacqueline MONTEIL, Murielle KEIP, Catherine BALLIGAND,

S'était excusé et avait donné procuration : Monsieur Claude FALLIGAN DE VERGNE

Mme Aracéli PLANTIER a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article L 123.13,

Vu la délibération en date du 1^{er} décembre 2008 prescrivant la modification du P.L.U. n°1 et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération en date du 17 avril 2009 prescrivant la modification du P.L.U. n°2

Vu la délibération en date du 6 juillet 2009 prescrivant la modification du P.L.U. n°3

Vu l'arrêté du maire en date du 6 août 2009 soumettant à enquête publique le projet de PLU modifié par le Conseil Municipal,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Monsieur Jacques FAYOLLET rappelle aux membres du Conseil Municipal que l'article L. 123-13 du Code de l'Urbanisme donne la possibilité aux collectivités territoriales de modifier leur Plan Local d'Urbanisme pour apporter des changements partiels et limités tant qu'il n'est pas porté atteinte à l'économie générale du document.

Considérant que le projet de modification du P.L.U. tel qu'il est présenté au Conseil Municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- décide d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente,

- indique que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

VOTANTS	28 + 01
POUR	29
CONTRE	00
ABSTENTION	00

indique que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications, et après accomplissement des mesures de publicité

Fait et délibéré en mairie le 23 novembre 2009
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
Le Maire,



20 月, 2007

SAR

Service aménagement risques

DDE Service Aménagement et Risques
Atelier d'Aménagement
4, place Laënnec
BP 1013
26 015 VALENCE cedex

A Loriol, le 12 juillet 2007

Nos Ref : JB/CP/07-2007

Objet : Mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (Droit de Préemption Urbain)
Référence : Arrêté municipal du 12 juillet 2007.

Madame, Monsieur,

Suite à la délibération du conseil municipal du 30 mars 2007 instituant le droit de préemption urbain, la mise à jour du PLU de la commune a été effectuée par arrêté municipal du 12 juillet 2007.

Je vous prie de trouver ci-joint, pour application, un exemplaire de cet arrêté de mise à jour accompagné d'un plan précisant le champ d'application du DPU.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

PJ : un arrêté municipal avec plan

Jacques LADEGAILLERIE



Maire de Loriol

RECUPREF 26
16.07.07

ARRETE DU MAIRE DPU

Portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de LORIOL SUR DROME

VU les articles R. 211.1 à R. 211.8 du Code de l'Urbanisme concernant les Droits de Prémption Urbain,

VU la délibération du Conseil Municipal approuvant la révision du PLU,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 27 avril 2007 instituant un droit de préemption urbain sur la totalité des zones U et des zones à urbaniser AU, exceptées sur les zones AUic,

VU le plan ci annexé, délimitant le droit de préemption urbain.

ARRETE

Article 1 : le plan local d'urbanisme de la commune de LORIOL SUR DROME est mis à jour à la date du présent arrêté

A cet effet est reporté sur le plan ci-joint à annexer au PLU, le périmètre du droit de préemption urbain.

Article 2 : la mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la Mairie.

Article 3 : le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : copie de cet arrêté sera adressée à M. Préfet de la DROME.

Fait à Loriol,
Le 12 juillet 2007

Jacques LADEGAILLERIE



Maire de Loriol

Nombre de Conseillers :

en exercice : 29
Présents : 18
Votants : 22
Procurations : 04

N° 033/2007

OBJET :

Approbation du projet de
révision du Plan Local
d'Urbanisme

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture

le : 04.04.2007

Publié ~~au bulletin~~

le : 05.04.2007

Le Maire,



EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille sept
Le trente mars à 18 heures 30
Le Conseil municipal de la commune de LORIOL dûment convoqué, s'est réuni
en session ordinaire, à la mairie de LORIOL, sous la présidence de M. Jacques
LADEGAILLERIE, maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : Jeudi 22 mars 2007

Présents : Messieurs Jacques LADEGAILLERIE, Claude AURIAS, Hervé MAES,
Allain ROUYER, Jacques FAYOLLET, Joël BERAUD, Robert TEYSSERE, Christophe
GAVARIN, Claude FALLIGAN, Raymond REBOULET, Mesdames Jacqueline
MIRABEL, Alfreda SPECIALE, Christiane MARTY, Lucette RODILLON, Marie-
Chantal KAPSA, Martine MARIN, Aracéli PLANTIER, Jacqueline MONTEIL,

S'étaient excusés et avaient donné procuration : Messieurs Philippe
POLLIOTTI, Jean-Pierre MICHEL, Mesdames Rosine PERMINGEAT, Dominique
LAURENT,

Absents : Messieurs Jean JULIEN, Jean-Marc PEYRET, Jacques
ARCHIMBAUD, René CLOT, Michel FAURIEL, Mesdames Marie-Isabelle MAÏA,
Isabelle BOUTTIER,

**

Un scrutin a eu lieu, Mme Aracéli PLANTIER a été nommée pour remplir les
fonctions de secrétaire.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 26 juin 2003 prescrivant la révision du P.L.U. et
définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de
l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 février 2006 arrêtant le
projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire en date du 16 octobre 2006 soumettant à enquête publique le
projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes
publiques associées ainsi que le Zonage Assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 mars 2007 modifiant le
projet de révision du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal e
comprenant les avis des personnes publiques associées,

VOTANTS	18 + 04
POUR	21
CONTRE	00
ABSTENTION	01

Considérant que le projet de révision du P.L.U. et le Zonage Assainissement tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la loi sur l'eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** d'approuver le PLU et le Zonage Assainissement, tels qu'ils sont annexés à la présente,
- **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public.
Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département.
- **INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications, et après accomplissement des mesures de publicité

Le trente mars de l'an deux mille sept
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
 Le Maire,



Nombre de Conseillers :

en exercice : 29
Présents : 18
Votants : 22
Procurations : 04

N° 032/2007

OBJET :

Modifications après enquête publique du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture
le : 04-04-2007

Publié ~~en~~ notifié
le : 05-04-2007
Le Maire,



EXTRAIT

DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille sept
Le trente mars à 18 heures 30
Le Conseil municipal de la commune de LORRIOL dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie de LORRIOL, sous la présidence de M. Jacques LADEGAILLERIE, maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : Jeudi 22 mars 2007

Présents : Messieurs Jacques LADEGAILLERIE, Claude AURIAS, Hervé MAES, Allain ROUYER, Jacques FAYOLLET, Joël BERAUD, Robert TEYSSERE, Christophe GAVARIN, Claude FALLIGAN, Raymond REBOULET, Mesdames Jacqueline MIRABEL, Alfreda SPECIALE, Christiane MARTY, Lucette RODILLON, Marie-Chantal KAPSA, Martine MARIN, Aracéli PLANTIER, Jacqueline MONTEIL,

S'étaient excusés et avaient donné procuration : Messieurs Philippe POLLIOTTI, Jean-Pierre MICHEL, Mesdames Rosine PERMINGEAT, Dominique LAURENT,

Absents : Messieurs Jean JULIEN, Jean-Marc PEYRET, Jacques ARCHIMBAUD, René CLOT, Michel FAURIEL, Mesdames Marie-Isabelle MAÏA, Isabelle BOUTTIER,

**

Un scrutin a eu lieu, Mme Aracéli PLANTIER a été nommée pour remplir les fonctions de secrétaire.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 26 juin 2003 prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 février 2006 arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire en date du 16 octobre 2006 soumettant à enquête publique le projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi que le Zonage Assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** de modifier le projet de PLU soumis à l'enquête publique sur les points suivants :

VOTANTS	18 + 04
POUR	21
CONTRE	00
ABSTENTION	01

- Suppression des zones N1 et N2
- Insertion de la dimension d'intérêt patrimonial (article L 123-3-1) pour des bâtiments susceptibles d'être réhabilités en zone A
- Modification du périmètre de la zone inondable après avis des services de l'Etat (rajout des secteurs Quartier Marnas, Quartier du Tournol, relevés zones inondables 2001, et relevé correspondant au débordement du ruisseau de la Gueule) et insertion des dispositions générales du règlement du PLU et dans les différentes zones.
- Modification du périmètre de la zone NL correspondant au nouveau projet de l'aire d'accueil des gens du voyage (insertion de l'aire des sédentaires)
- Suppression de l'alignement imposé avenue FOCH afin de permettre une orientation nord/sud des futurs bâtiments du quartier d'habitation communal correspondant aux préconisations de l'AEU
- Suppression des marges de recul relatives à l'avenue de la République dans sa partie Sud
- Insertion de la zone de carrière sud en zone A
- Insertion de la nouvelle zone archéologique (arrêté du préfet du 30 octobre 2006) dans le plan des servitudes d'utilité publiques
- Insertion de la nouvelle délibération (délibération du conseil municipal du 07/07/2006) augmentant la participation communale pour non réalisation d'aires de stationnement.
- Insertion d'un article spécifique relatif aux risques technologiques dans les dispositions générales du règlement (titre I)
- Insertion d'une orientation d'aménagement correspondant à la zone AUa située au Nord boulevard Mistral et correspondant à la zone AUB située au lieu-dit « les Combes »
- Insertion du règlement de la ZPPAU dans le PLU
- Insertion de la ZNIEFF dans le rapport de présentation correspondant à un Espace Naturel Sensible
- Suppression du giratoire prévu dans les orientations d'aménagement prévu dans le cadre de l'extension de la zone d'activité de Champgrand
- Insertion d'une carte de localisation des sièges d'exploitation agricole et bâtiments d'élevage
- Modification et mise en cohérence du zonage assainissement avec le zonage PLU (zones UD et UE). Création de zones Uda et UEa (tolérant l'assainissement autonome en l'absence d'assainissement collectif)
- Prise en compte des petits éléments de patrimoine sur la commune ainsi que les anciennes publicités peintes
- Création d'un emplacement réservé au carrefour sud RD 104/rue Buffon

Le conseil municipal prend connaissance des diverses modifications mineures qui ont été apportées au dossier. Celles-ci seront annexées à la présente délibération dans un tableau récapitulatif.

- **DECIDE** de modifier le projet de Zonage Assainissement sur le point suivant :
 - l'extension du périmètre assainissement collectif quartier de l'Haye

DEMANDE à Monsieur le Maire de mettre au point le dossier définitif de PLU et de zonage assainissement en vue de son approbation définitive.

Le trente mars de l'an deux mille sept
POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME A L'ORIGINAL
Le Maire,



Nombre de Conseillers :

en exercice : 29
Présents : 18
Votants : 22
Procurations : 04

N° 033/2007

OBJET :

Approbation du projet de
révision du Plan Local
d'Urbanisme

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture

le : 04.04.2007

Publié ~~au~~ sur le site

le : 05.04.2007

Le Maire,



**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille sept
Le trente mars à 18 heures 30
Le Conseil municipal de la commune de LORIOL dûment convoqué, s'est réuni
en session ordinaire, à la mairie de LORIOL, sous la présidence de M. Jacques
LADEGAILLERIE, maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : Jeudi 22 mars 2007

Présents : Messieurs Jacques LADEGAILLERIE, Claude AURIAS, Hervé MAES,
Allain ROUYER, Jacques FAYOLLET, Joël BERAUD, Robert TEYSSERE, Christophe
GAVARIN, Claude FALLIGAN, Raymond REBOULET, Mesdames Jacqueline
MIRABEL, Alfreda SPECIALE, Christiane MARTY, Lucette RODILLON, Marie-
Chantal KAPSA, Martine MARIN, Aracéli PLANTIER, Jacqueline MONTEIL,

S'étaient excusés et avaient donné procuration : Messieurs Philippe
POLLIOTTI, Jean-Pierre MICHEL, Mesdames Rosine PERMINGEAT, Dominique
LAURENT,

Absents : Messieurs Jean JULIEN, Jean-Marc PEYRET, Jacques
ARCHIMBAUD, René CLOT, Michel FAURIEL, Mesdames Marie-Isabelle MAÏA,
Isabelle BOUTTIER,

**

Un scrutin a eu lieu, Mme Aracéli PLANTIER a été nommée pour remplir les
fonctions de secrétaire.

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 123.10 et R 123.19,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2224.10,

Vu la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées,

Vu la délibération en date du 26 juin 2003 prescrivant la révision du P.L.U. et
définissant les modalités de concertation en application de l'article L 300-2 du code de
l'urbanisme.

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 10 février 2006 arrêtant le
projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan de la concertation,

Vu l'arrêté du maire en date du 16 octobre 2006 soumettant à enquête publique le
projet de PLU arrêté par le Conseil Municipal et comprenant les avis des personnes
publiques associées ainsi que le Zonage Assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 30 mars 2007 modifiant le
projet de révision du Plan Local d'Urbanisme arrêté par le Conseil Municipal e
comprenant les avis des personnes publiques associées,

VOTANTS	18 + 04
POUR	21
CONTRE	00
ABSTENTION	01

Considérant que le projet de révision du P.L.U. et le Zonage Assainissement tels qu'ils sont présentés au Conseil Municipal sont prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme et de la loi sur l'eau.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** d'approuver le PLU et le Zonage Assainissement, tels qu'ils sont annexés à la présente,
- **INDIQUE** que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier tenu à la disposition du public.
Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparent dans un journal diffusé dans le département.
- **INDIQUE** que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ces modifications, et après accomplissement des mesures de publicité

Le trente mars de l'an deux mille sept
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME A L'ORIGINAL
 Le Maire,



